L'insurrection malgache de mars 1947

par Alain Tirefort *

75 ans après, qu'en est-il de ce soulèvement que l'on a pudiquement qualifié « *d'événements de 1947* », faute d'employer des mots qui pourraient fâcher, comme *rébellion*, *insurrection*, ce que ce drame a été en réalité, les insurgés malgaches ayant été humiliés, abattus, quand ils ne sont pas morts par milliers de faim ou de maladie ?

Jusqu'à récemment - les années 2000 -[1], à se fier à la production historique[2], littéraire, ou encore cinématographique, ce massacre semble faire l'objet d'une amnésie collective ; à étudier également les manuels de lycée ou à être confronté à l'étonnement des Français lorsqu'on en parle, les douloureux événements de mars 1947 et des mois qui ont suivi se heurtent à une méconnaissance, du moins à une mise entre parenthèses de ce passé. N'en faisons pas table rase, même s'il a été longtemps refoulé. Ce qui fut un des événements les plus marquants de l'histoire contemporaine de Madagascar mérite d'être souligné, ne serait-ce que pour redonner espérance et fierté à une population qui a toujours fait entendre sa voix.

L'AKFM commémore, à Antananarivo, le 75e anniversaire de la révolte de 1947.
Dépôt d'une gerbe à la stèle de Gisèle Rabesahala, puis commémoration officielle au Mausolée d'Ambohitsaina[3].
Témoignages du 01/04/2022 (journal fondé par Raymond Vergès – en ligne sur internet).

***** alain.tirefort@wanadoo.fr

[1] En 2005, Jacques Chirac, à l'occasion d'une visite officielle, dans le cadre d'un mouvement de repentance, sollicite le pardon du président Marc Ravalomanana et des Malgaches pour les torts de la IVe République quant à son passé colonial.

[2] On dispose bien sûr de recherches et d'ouvrages historiques réalisés tant par des chercheurs de la Grande Île que par des universitaires français ou autres, mais il faut imaginer les difficultés qu'a représenté le recueil de la parole des derniers acteurs/témoins ou de leurs descendants traumatisés par ce vécu.
Pour mémoire, rappelons dès 1974 l'ouvrage de Jacques TRONCHON, premier essai sur cette rébellion : *L'Insurrection malgache de 1947. Essai d'interprétation historique*, Paris-Fianarantsoa, Karthala-Ambozontany, 1986 (première édition : François Maspero, 1974).

[3] Ce mausolée accueille les tombes de plusieurs anciens combattants de 1947, ainsi que celle de Didier Ratsiraka, ancien président de la République, à l'initiative de la construction de ce monument.
Grande dame de Madagascar, secrétaire à 17 ans du Mouvement démocratique de la Rénovation malgache (MDRM), Gisèle Rabesahala crée en 1950 le Comité de solidarité de Madagascar (Fifanampiana Malagasy) pour soutenir les victimes de la répression, les prisonniers politiques et leurs familles. En 1958, élue secrétaire du Parti du Congrès pour l'indépendance de Madagascar (AKFM), elle est la première femme malgache à prendre en mains un parti politique. Nommée ministre des Arts et de la Culture de 1977 à 1989, elle ne cessera de venir en aide aux plus démunis jusqu'à sa mort en 2011.

Les 29 et 30 mars 1947, une insurrection éclate sur la Grande Île, sur la côte Est de cette colonie ainsi que le long de la voie ferrée Toamasina - Antananarivo, et Manakara - Fianarantsoa. Plusieurs centaines d'hommes, armés sommairement de sagaies, d'*antsy* (coupe-coupe) et de fusils de traite dont la puissance était censée être décuplée par des amulettes et des potions, attaquent des garnisons militaires et des centres administratifs, agressent des Européens ou même des Malgaches qui ont la réputation d'être pro-français - membres du PADESM[4] par exemple -. Commence alors une dure répression militaire, politique et judiciaire, dont le bilan prête à polémique - de quelques milliers de morts à une centaine de milliers de victimes selon les historiens -, et dont quelques épisodes peu glorieux ont été qualifiés de « crimes de guerre »[5].

Pour appréhender la violence de ce soulèvement et de sa répression, il faut évoquer les abus et les erreurs du système colonial, ainsi que les résistances qui n'ont jamais cessé d'exister depuis la conquête de cette île ; mouvement Menalamba (*« Mena » = « rouge », « lamba » = « vêtement »*) en 1896/1897, insurrection du caporal Kotavy en 1904, création de la société secrète « Vy-Vato-Sakalika » (*« fer, pierre, ramification »*) en 1916, vigueur de la presse d'opposition pendant l'entre-deux-guerres… Ajoutons à cela le colonialisme pur et dur du gouvernement de Vichy en 1940[6], l'occupation provisoire de cette colonie par les Britanniques, et les maladresses du Gouverneur général Paul Legentilhomme en 1943, et on comprendra mieux les rêves du MDRM, de ses trois députés Joseph Ravoahangy-Andrianavalona, Joseph, Raseta et Jacques Rabemananjara[7], de la Jina et du Panama (Jeunesse nationaliste de la capitale et de Tamatave).

Carte empruntée à Jean FREMIGACCI, *L'Histoire*, n°318, mars 2007.

---

[4] Le PADESM (Parti des déshérités de Madagascar), formé principalement par des côtiers en 1946 et à l'origine duquel on trouve l'administration coloniale, a bénéficié de son soutien pour réduire l'influence des nationalistes malgaches, en particulier du MDRM (Mouvement démocratique de la Rénovation malgache).

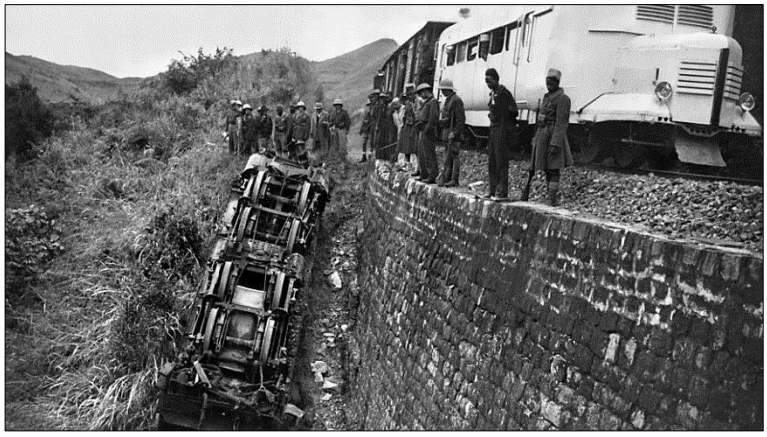
[5] Fusillade de 166 patriotes enfermés dans 3 wagons puis mitraillés en gare de Moramanga (5 mai 1947), prisonniers jetés d'avion …

En ce qui concerne le bilan chiffré, Jean Fremigacci (Paris 1), qui écarte à ce propos la notion de génocide, d'*Oradour malgache*, avance le chiffre de 10 000 morts (dont 140 « *vazaha* » = *Européens)*, allant jusqu'à 30 à 40 000 disparus, en incluant ceux qui, réfugiés dans la forêt, sont morts de faim et de maladie. Jacques Tronchon parlait de 100 000 victimes ; Françoise Raison-Jourde (Paris 7) réévalue à la baisse le chiffre de 89 000, comme récemment l'écrivain Claude Simon, prix Nobel de littérature en 1985, ou encore les enseignants-chercheurs de l'Université d'Antananarivo et de Toamasina. Mais quel que soit le chiffre avancé - plusieurs dizaines de milliers de victimes vraisemblablement -, cela change peu le choc traumatique subi par les Malgaches.

[6] Se remémorer l'adoption de la Révolution Nationale qui heurte les sensibilités de l'élite malgache disposée à revendiquer ses droits dès 1942.

[7] Accusés d'être à l'origine de l'insurrection de 1947, ils seront traduits devant la Cour criminelle de Tananarive, en octobre 1948, condamnés à la peine capitale commuée par la suite en prison à perpétuité - Raseta, Ravoahangy-Andrianavalona -, ou aux travaux forcés - Rabemananjara. Graciés en 1949, ils seront amnistiés en 1956, mais ne retrouveront la liberté que lors de l'Indépendance en 1960.

Insurgés appartenant au MDRM, dans la région de Tamatave, en septembre 1947. AFP.



Sabotage près de la gare de Moramanga, AFP.

Rebelles malgaches
extrait de Jean-Luc RAHARIMANANA, *Madagascar 1947*. Paris, Vents d'ailleurs, 2007.

De gauche à droite :
Joseph Ravoahangy-Andrianavalona,
Joseph Raseta,
Jacques Rabemananjara

On trouve nombre de photographies officielles mettant en scène le pouvoir ou louant les réalisations administratives tout au long de la période coloniale, mais **apparemment peu de documents iconographiques de contestation de cette domination française**, illustrant les mobilisations des Malgaches, les révoltes et les mouvements insurrectionnels[8] : une logique gouvernementale qui n'apprécie guère l'opposition des indigènes ou de certains des siens, et qui se refuse à laisser circuler des images contraires à celles qu'elle veut imposer. Et la presse écrite, qui concerne en premier les colons de Tananarive - *Tana-Journal*, *France-Madagascar*, ou *Journal*

[8] Voir les recherches d'Helihanta RAJAONARISON dont son article "Des photographies de Vazaha en révolte", *Notes et Documents*, 2030, 2018, ou encore "La 'Pacification' de Madagascar : septembre 1896-mai 1905. Les représentations photographiques du fonds FTM à Antananarivo", in *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar, XIXe et XXe siècles*, s/s direction d'Alain TIREFORT, *PUR*, 2006.

de Madagascar - et qui pourtant traite de l'actualité malgache, donc de cette insurrection, ne diffuse visiblement aucun cliché revendicatif indigène.

Signe avant-coureur de la décolonisation, quelques mois après les massacres de Sétif (mai 1945) et la crise indochinoise (septembre 1945, déclaration d'indépendance lue par Ho Chi Minh à Hanoï), l'insurrection malgache peut prêter à controverse : provocation du pouvoir colonial ou expression d'un fort mécontentement populaire ? Quoi qu'il en soit, il me semble essentiel, tout en soulignant la censure administrative française ainsi que l'autocensure des populations de la Grande Île, de mettre en lumière, une fois encore, ce drame colonial passé sous silence.

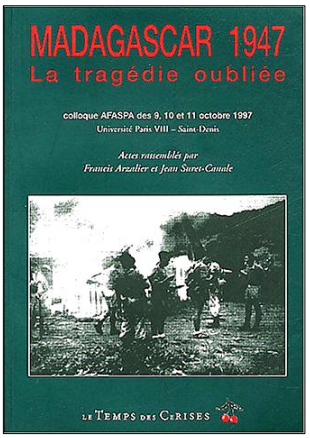
Convoi militaire, près de Fianarantsoa, 25/09/1947. AFP.

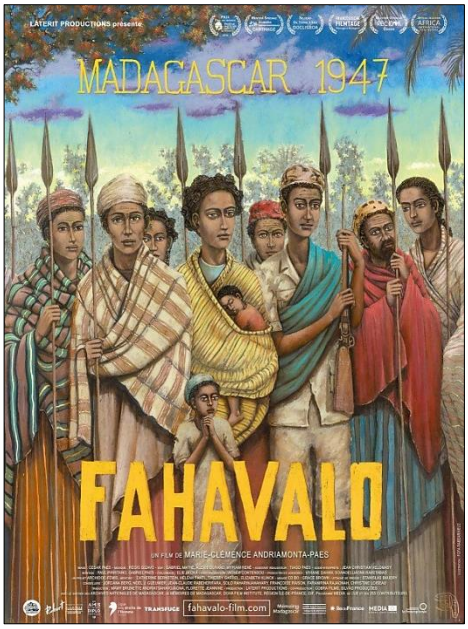
En relisant récemment *Nour, 1947*[9], récit d'une quête, celle de la femme aimée et de l'insurrection de 1947, à partir d'une plongée dans les archives orales et écrites de la Grande Île, j'ai pu mesurer toute l'importance du traumatisme de ceux qui ont vécu ces événements et l'ont transmis à leurs descendants. Ainsi se justifient ces quelques pages qui rappellent la longue histoire des colonialismes.

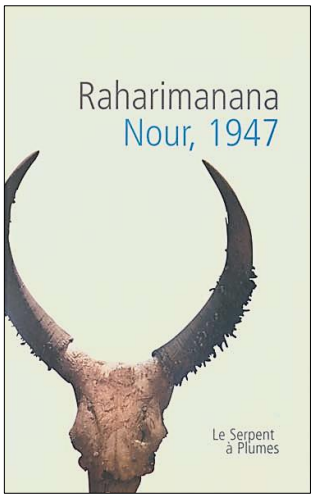
Pour aller plus loin :

Voir le film *Fahavalo*, de Marie-Clémence Andriamonta-Paes, sorti à Madagascar en septembre 2018 et en France en janvier 2019.

Lire l'ouvrage *Madagascar 1947, la tragédie oubliée* qui rassemble les actes du colloque tenu à l'Université Paris VIII Saint-Denis en 1997. Éd. Le Temps des Cerises (1999, épuisé), réédition Laterit - Mémoires de Madagascar (Paris, 2018).







Madagascar (Forêt de l'Est). - "Fahavalo" (ou rebelle), fait prisonnier
Carte postale Couadou, phot., Toulon-sur-Mer, circa 1906.

[9] RAHARIMANANA, *Nour, 1947*. Le Serpent à Plumes, 2001.